

REPERES POUR L'HISTOIRE DE LA YOUGOSLAVIE

ET DE LA BOSNIE-HERZEGOVINE



1. LE MOYEN-AGE

Avant l'arrivée des slaves du sud (yougo-slaves) au VI^{ème} siècle vivaient dans cet espace les Illyres romanisés, avec notamment la ville de Split et son Palais de l'Empereur Dioclétien.

Le schisme de l'Empire romain entre Rome et Constantinople coupa ce territoire en deux : croates catholiques à l'ouest et serbes orthodoxes à l'est. Pris entre ces deux pôles religieux, les bosniaques fondent leur propre église et royaume en 1180. Leur roi le plus fameux fut Stevan Tvrtko (1353-1391).

Leur autonomie s'affirme par l'Eglise bosniaque bogomile, d'inspiration orientale, en lien avec les patarins d'Italie et les cathares d'Occitanie.

Carrefour de civilisations, la Bosnie-Herzégovine fut donc une terre de refuge et de symbiose entre l'orient et l'occident, mais subi des attaques et même des croisades.

En 1389 eut lieu la fameuse bataille de Kosevo-Polje qui marqua la victoire de l'Empire ottoman contre une alliance temporaire de souverains serbes, albanais, bosniaques, monténégrins. Seule la République de Raguse (Dubrovnik) pu préserver son indépendance en échange d'un paiement annuel.

Les Ottomans n'ont pas imposé de force l'Islam. Ils respectaient les autres religions, mais les chrétiens étaient soumis à des impôts. Contrairement aux serbes, les bosniaques adoptèrent la religion musulmane, et plus particulièrement la forme soufi (assez proche du bogomilisme).

Mais au 19^{ème} siècle, le prélèvement d'impôts de plus en plus lourds suscita des révoltes en Serbie, en Macédoine et même en Bosnie-Herzégovine.

Durant la période ottomane, des communautés juives chassées d'Espagne par la conquête chrétienne, se sont installées en Bosnie-Herzégovine, et plus particulièrement à Sarajevo.

2. MONTEE DU NATIONALISME, PREMIERE ET SECONDE GUERRE MONDIALE

Vers le milieu du 19^{ème} siècle, la montée du nationalisme en Europe provoqua des insurrections contre l'Empire ottoman. Les Balkans devinrent petit à petit un enjeu international entre les grandes puissances :

l'Angleterre, la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Russie. L'Empire ottoman cède la Bosnie-Herzégovine à l'Empire autrichien et l'Empire russe s'empare de la Bulgarie et contribue à la libération de la Serbie. La Serbie, le Monténégro et la Roumanie acquièrent leur indépendance en 1878.

En 1912, la première guerre balkanique chasse définitivement l'Empire ottoman des Balkans.

En 1913, la question du partage de la Macédoine dégénère en guerre entre la Bulgarie et la Serbie. La Serbie gagne la majeure partie de la Macédoine et le Kosovo, où il y avait déjà une implantation de couvents orthodoxes. Ces deux guerres firent plus de 300.000 victimes.

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand en visite à Sarajevo fut tué avec son épouse par un groupe de jeunes nationalistes serbes hostiles à la domination de la monarchie autrichienne sur la Bosnie-Herzégovine, événement qui entraîna le déclenchement de la 1^{ère} guerre mondiale suite à l'intervention de l'Autriche contre la Serbie, soutenue par la France et d'autres alliés.

Suite à l'effondrement de l'Empire autrichien en 1918 fut proclamé le "Royaume des Serbes, Croates et Slovènes", rebaptisé "Royaume de Yougoslavie" en 1929. De fait, cette période est marquée par une dictature de la Serbie sur les autres Républiques et notamment la Bosnie-Herzégovine.

En avril 1941, l'attaque des troupes allemandes met fin au Royaume yougoslave, remplacé en Serbie par le Général Milan Nedic et en Croatie par le régime oustachi de Pavelic, deux régimes qui ont collaborés avec les nazis dans l'extermination des juifs et des tziganes. De leur côté, les oustachis croates vont massacrer plus de 60.000 serbes, notamment dans le camp de Jasenovac au sud de Zagreb.

3 RESISTANCE ET LIBERATION

Mais les croates furent nombreux aussi à rejoindre la résistance dirigée par Tito, d'origine croate et slovène, qui réussit à unir les « partisans » communistes des différents peuples de Yougoslavie. Ses principales bases de résistance sont en Bosnie où de larges territoires (dont Tuzla) sont libérés. Tito est témoin de massacres de bosniaques musulmans par les Tchetsniks (royalistes serbes) dans la vallée de la Drina.

C'est en Bosnie-Herzégovine : à Bihac (en décembre 1942) et à Jajce (29 novembre 1943) qu'ont eu lieu les Congrès de la résistance qui ont tracés les futures lignes de la Yougoslavie socialiste et fédérative.

Grâce à l'appui de Tito, la République socialiste de Bosnie-Herzégovine fut reconnue.

Pour garantir un certain équilibre entre les Républiques de Slovénie, Croatie, Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine et Macédoine), Tito a voulu limiter une trop nette prépondérance de la Serbie. Pourtant, il n'a pas osé donner un statut de République au Kosovo et à la Vojvodine, qui durent se contenter d'un statut de "provinces autonomes".

Le 28 juin 1948, Staline chercha à éliminer Tito et condamna le Parti communiste yougoslave pour déviationnisme. Suite à cette rupture, la Yougoslavie évolua différemment des autres pays dits communistes et jouera un rôle important dans l'alliance des pays non-alignés, inauguré à la Conférence de Bandung, avec Nasser (le président égyptien) et Nehru (le président indien).

4 LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE YUGOSLAVE

Lors du 5^{ème}. Congrès du parti communiste yougoslave en automne 1948, le projet socialiste autogestionnaire présenté par Boris Kidric est adopté.

Les entreprises, dont la plupart étaient déjà nationalisées, furent réorganisées sur la base d'une cogestion entre les directions et les Conseils ouvriers.

Dans les campagnes, les terres ne furent pas nationalisées, mais les paysans furent invités à s'intégrer dans des associations et coopératives. Cependant en 1949, des domaines d'Etat furent créés sur 10% des terres.

Entre 1952 et 1964, l'autogestion yougoslave passera par plusieurs modèles de planification décentralisées. Après une période de développement incontestable, marquée par l'accélération de l'industrialisation du pays, diverses contradictions ralentirent la croissance.

Les inégalités de développement des Républiques ont pu être atténuées par la contribution des Républiques les plus prospères (Slovénie, Croatie) aux autres Républiques.

A partir des années septante, les réformes vont accroître le pouvoir des Républiques et des banques, réduisant la marge de pouvoir des entreprises autogérées. Les écarts de revenus se creusent.

5 LA DEGRADATION DES ANNEES 80

A partir de 1980-81, les activités illicites se multiplient, y compris des cas de spéculation sur le marché international. Certains s'enrichissent. Les cas d'absentéisme et de travail au noir se multiplient.

La Yougoslavie s'endette. Entre 1964 et 1971, le déficit extérieur passe de 700 millions de dollars à 2,7 milliards. La Banque mondiale fournit 37% des crédits et le FMI fait pression pour imposer les lois du marché capitaliste, l'abaissement des protections douanières, la fin de l'autogestion.

Le coût de la vie augmente alors que les salaires stagnent. Des grèves éclatent, sans cohésion et sans ralliement autour d'un nouveau projet socialiste autogestionnaire. Cette lacune est rapidement exploitée par les différents pouvoirs nationalistes en gestation, surtout après la mort de Tito en 1980.

En 1981, les kosovars manifestent massivement pour leurs droits et pour l'accès du Kosovo au statut de "République", revendication écrasée par une brutale répression, menée par Belgrade.

1984 : Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo, dernier grand événement rassembleur en Yougoslavie.

1986 : Mémoire de l'Académie des Sciences de Serbie, réactualisation du projet de Grande Serbie.

1987 : **Milosevic** prit le contrôle de la Ligue des communistes en Serbie.

1989 : Chute du mur de Berlin. Crise économique. Chute brutale des commandes de l'est et de l'ouest. Baisse du tourisme. Coupure des crédits du FMI pour imposer le libéralisme et la fin du socialisme autogestionnaire.

En 1989, suite à son discours nationaliste du « champ des merles », **Milosevic** supprime le statut d'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine (dont il récupère les deux voix au sein de la présidence yougoslave, ce qui accroît son pouvoir). Il licencie des centaines de milliers de travailleurs, fonctionnaires, policiers et enseignants kosovars. 500.000 élèves sont exclus du système scolaire et suivent des cours dans des classes gérées par des enseignants bénévoles dans le cadre de la résistance non-violente de Rugova.

1990-91 : La proposition de donner une base confédérale à la Yougoslavie et d'ouvrir celle-ci au multipartisme est rejetée par **Milosevic**. Des élections multipartites ont lieu en Croatie et en Slovénie.

1990 : Sécession des serbes de la région de Knin et d'autres « krajinas » en Croatie. Premiers heurts.

Mars 1991 : Accords secrets entre **Milosevic** et **Tudjman** (prés. Croatie) pour un plan de partage de la République de Bosnie (laissant juste un petit territoire pour les Musulmans) à Karadjordjevo en Vojvodine.

26 juin 1991 : Proclamation de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

Août-novembre 1991 : Attaque des forces serbes contre la Croatie, notamment contre Vukovar. Après 4 mois de siège, la ville est prise le 17 novembre, de nombreux prisonniers et blessés de l'hôpital sont exterminés. Le tiers de la Croatie est conquise. La ville historique de Dubrovnik est bombardée. Une trêve est signée décembre 1991.

6 LE PROJET DE GRANDE SERBIE

Alors qu'en 1989 l'attention était centrée sur la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, **Milosevic** prenait le pouvoir en Yougoslavie, notamment en récupérant les voix, au niveau du gouvernement central, du Kosovo et de la Vojvodine, et en supprimant leur statut d'autonomie accordé par Tito.

La proposition de Confédération Yougoslave présentée par les présidents de Bosnie et de Macédoine a échoué à cause du veto de la Serbie, qui voulait avoir le rôle dominant.

La majorité des officiers de la JNA (Armée yougoslave) étaient serbes, mais il y avait encore au début du conflit des militaires d'autres nationalités qui, comme de nombreux jeunes serbes opposés à la guerre, ont massivement désertés.

Pour compenser ces pertes d'effectifs, Milosevic encourage la création par les services secrets serbes (dirigés par Jovan Stanicic (collaborateur de la CIA) de milices para-militaires composées de criminels libérés des prisons, de hooligans, de trafiquants et de mafieux, encadrés par des instructeurs spécialement entraînés.

7 L'ATTAQUE CONTRE LA REPUBLIQUE DE BOSNIE-HERZEGOVINE

Le 6 avril 1992, l'indépendance de la République de Bosnie-Herzégovine est proclamée, sur la base de 64% des voix, émanant des bosniaques Musulmans, des croates de Bosnie, mais aussi d'une minorité de citoyens serbes de Bosnie en désaccord avec le boycott lancé par Karadzic et ses partisans d'une Grande Serbie, qui contrôlait déjà presque un quart du territoire de la Bosnie sous le nom de « République serbe ».

Mais à l'insu des bosniaques, les grandes puissances (USA, Grande-Bretagne, France) ont joué un double jeu : d'une part, elles reconnaissent avec l'ONU et l'Union européenne l'indépendance de la République de Bosnie-Herzégovine en avril et mai 1992, mais d'autre part, elles approuvent tacitement le plan de partage du territoire de cette République concocté une année auparavant par Milosevic (président serbe) et Tudjmann (président croate) au cours de réunions secrètes en mars 1991 à Karadjordjevo en Vojvodine.

C'est pourquoi les grandes puissances ont imposé à la République de Bosnie-Herzégovine un embargo sur les armes (jugé plus tard illégal par Kofi Annan) entravant ainsi la défense des populations agressées.

L'armée yougoslave (contrôlée par la Serbie) était déjà sur place avec tout son matériel de guerre, en partie retiré de Croatie. Ce matériel est transféré à l'armée de la « République serbe », et aux milices para-militaires qui restent sous les directives du « Conseil suprême de défense serbe » de Belgrade.

Très rapidement les forces Serbes s'emparent du 2/3 du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Très vite aussi, il apparut qu'un des objectifs était la destruction ou déportation des populations non-serbes sous l'égide du « nettoyage ethnique ». En août 1992, des reportages-photos des victimes des camps de Prijedor (Omarska, Keraterm, Tsernopolje) alertent l'opinion publique sur le véritable caractère de cette guerre.

Ignorant délibérément la "Convention internationale de prévention et la répression du crime de génocide" (adoptée par l'ONU le 9 déc.1948) qui les obligeaient juridiquement à intervenir, les grandes puissances et l'ONU ont choisi d'ignorer le génocide en cours (comme au Rwanda en 1993) et de couvrir le tout sous le vocable de « guerre civile inter-ethnique », mensonge toujours en cours...

Pourtant le Rapport Mazowiecki (présenté devant l'ONU en 1993) concluait très clairement que "les victimes civils n'étaient pas une conséquence de la guerre, mais bien les but de l'agresseur". Mazowiecki a démissionné pour dénoncer la complicité des grandes puissances, qui se sont contentées d'acheminer de l'aide humanitaire. Petit à petit, par des chemins détournés, la République de Bosnie-Herzégovine a réussi à constituer une armée, mais ne disposait que d'armes légères face aux tanks et artillerie des forces serbes.

Elle a néanmoins réussi, contre toute attente, à tenir un tiers du territoire. Plusieurs villes étaient assiégées durant des années : Sarajevo, Bihac, Maglaj, Gorazde, Mostar, Blagaj ; ce qui porte à plus de 100.000 le nombre de victimes, dont 12.500 à Sarajevo (y compris des citoyens orthodoxes victimes des tirs serbes).

La région la plus éprouvée est celle de Podrinje-Srebrenica, avec 29.000 victimes (chiffre cumulé depuis 1992, y compris les 8200 victimes du génocide de juillet 1995). Rappelons qu'avant 1992, cette région était à majorité Bosniaque Musulmane à 74%.

Les Accords de Dayton ont injustement donné cette région à la « République serbe de Bosnie » (fondée par Karadzic et Mladic) ratifiant ainsi les accords secrets de partage conclus à Karadjordjevo en mars 1991.

C'est ainsi que Tudjmann (président croate) a, entre avril 1993 et avril 1994, lancé ses troupes à l'assaut de la République de Bosnie-Herzégovine pour assurer sa part de territoire accordé par Milosevic lors de l'accord de partage de Karadjordjevo. L'Armée de Bosnie a toutefois réussi à repousser une partie des attaques, notamment à Mostar, où une grande partie de la ville a été détruite, comme le vieux-pont (reconstruit depuis). Il faut relever que parmi les défenseurs de la "République de Bosnie-Herzégovine", il y avait aussi un certain nombre de citoyens serbes ou orthodoxes, dont le plus célèbre est le Général Jovan Divjak, qui a défendu Sarajevo et a fondé après-guerre une Fondation pour les enfants orphelins issus de toutes les communautés.

Note importante :

Dans la Constitution yougoslave de 1976, le terme Musulman ne désignait pas la religion, mais l'une des trois **nationalités** constitutives de la « République de Bosnie-Herzégovine » avec 44% de la population, à côté des nationalités serbes (32%) et croates (13%) de Bosnie. Les autres minorités continuent d'être mal représentées.

En Bosnie-Herzégovine, c'est un islam ouvert dans l'esprit des traditions ottomanes et soufis. Depuis la guerre, la religion est devenue un facteur important pour aider les gens à revivre, à guérir leurs traumatismes et à ne pas tomber dans la vengeance.

8 LE GENOCIDE DE SREBRENICA

Selon l'accord du Conseil de sécurité de mars 1993, la "zone protégée de Srebrenica" devait être défendue par l'ONU en échange du désarmement des résistants bosniaques.

Mais l'ONU ne s'est jamais dotée des moyens nécessaires pour défendre cette zone. Tous les jours, matin, midi et soir, les habitants et réfugiés de Srebrenica étaient bombardés. Il y a eu plusieurs centaines de victimes durant la période du mandat de l'ONU.

Depuis juin 1995, malgré des preuves évidentes de préparatifs des forces serbes pour une attaque de la "zone de sécurité de Srebrenica", l'ONU n'a pris aucune disposition, ayant décidé en mai 1995 à New-York de ne pas renforcer la défense de Srebrenica.

Jusqu'au dernier moment, le 11 juillet, l'ONU a laissé la population de Srebrenica dans l'illusion d'une intervention aérienne. En fait, c'était un mensonge de plus afin d'empêcher les résistants bosniaques d'organiser une défense.

Ayant pris conscience de leur abandon, les responsables bosniaques ont ordonné aux femmes, enfants et vieillards de se réfugier dans la base des soldats hollandais de Potocari, située dans l'ex-zone industrielle. Ils étaient accompagnés de quelques centaines d'hommes qui ne voulaient pas abandonner des parents trop âgés ou des malades. Le 12 juillet, ces hommes ont été séparés de leurs familles et exécutés sous les ordres de Mladic.

Le 13 juillet, les femmes, enfants et vieillards ont été transportés par autocars vers Kladanj, où ils ont pu rejoindre la zone libre, Mais des femmes ont disparus et des enfants ont été tués.

De leur côté, 14.000 hommes (en grande majorité des civils) ont formé une immense colonne, qui s'est ébranlée dans la nuit du 11-12 juillet en direction du Mont Udric.

Le 12 juillet, les civils de la colonne ont été pris sous le feu de l'artillerie serbe : beaucoup de morts et de blessés, alors qu'il n'y avait que quelques médecins et infirmiers sans moyens.

Le 13 juillet, le gros de la colonne a été coupée de la tête de la colonne (avec 2000 militaires) et a été prise au piège dans la petite vallée de Pobudje. Plus de 3000 hommes ont été capturés par les militaires serbes suite à l'utilisation de gaz BZ avec effet LSD qui les ont désorientés et emmenés par groupes de 300 ou 400 à Kravica et Nova Kasaba où ils ont été exécutés en masse. Ceux qui se sont rendus ont subi le même sort.

Seuls de petits groupes ont réussi à rejoindre leurs camarades sur le Mont Udric. Le 17 juillet, 4200 hommes réussirent à franchir la ligne de front serbe sous Nezuk, après un ultime combat qui fit encore 400 victimes. Environ 2000 survivants, s'organisant en petits groupes, se sont cachés durant des semaines et des mois dans les forêts et montagnes, traqués comme des bêtes, en attendant de trouver comment franchir les lignes serbes.

Sur la colonne de 14.000 hommes au départ des hauts de Srebrenica durant la nuit du 11 juillet, 6200 ont survécus, soit moins de la moitié. On compte 8340 victimes, y compris quelques centaines d'hommes exécutés à Potocari, où un Mémorial a été construit avec les noms des victimes gravées dans le marbre.

Durant quelques années, les survivants du génocide ont tenté de rester en Bosnie, avant de prendre la décision, faute de moyens, de partir en exil. C'est ainsi que des milliers de réfugiés de Srebrenica sont arrivés en Suisse et en Allemagne, où beaucoup vivent toujours.

9 LES ACCORDS DE DAYTON, UNE FAUSSE SOLUTION

Les Accords de Dayton ont été imposés par les USA, la France, la Grande-Bretagne, mais aussi par la Serbie représentée par Milosevic et par la Croatie représentée par Tudjman. Sous cette pression, les bosniaques ont du accepter la dissolution de la République de Bosnie-Herzégovine et la division du pays en deux « entités » :

la « Fédération croato-bosniaque »(51% du territoire) et la « République serbe » ou RS (49%). Les dirigeants de la RS disposant d'un droit de veto, ils poursuivent la guerre en bloquant le fonctionnement normal de l'Etat de Bosnie-Herzégovine. Jusqu'à présent, le Haut-Représentant de l'UE, investit de pouvoirs spéciaux, procède à des déblocages, cas par cas.

Par rapport au plan initial de Karadjordjevo de 1991, il y a quelques améliorations, notamment pour Sarajevo. Si le droit au retour d'un million de réfugiés est reconnu, les non-serbes subissent des discriminations en RS. C'est pourquoi, seule une minorité est retournée sur ses terres.

Les citoyens bosno-serbes sont en général mieux traités en Fédération, mais la majorité de la population, toute origine confondue souffre de la récession et du chômage., à cause des blocages politiques et d'une situation qui favorise les plus cyniques.

Dans l'enseignement, les livres d'école et programmes ne sont pas les mêmes pour tous, ce qui contribue à reproduire les divisions communautaires dans les nouvelles générations...

Les dirigeants occidentaux disent que c'est aux bosniens (terme qui englobe tous les citoyens du pays) de débloquer la situation, ce qui est impossible vu le verrouillage imposé par les Accords de Dayton.

10 LA SUISSE A UN ROLE A JOUER :

Seule la réhabilitation de la "République de Bosnie-Herzégovine" basée sur la citoyenneté et la protection des minorités peut débloquer la situation et entraîner la suppression des « entités » artificielles fondées à Dayton.

Cette option mettrait tous les citoyens et communautés sur un pied d'égalité, dans le cadre d'un Etat de droit qui pourrait s'inspirer du modèle fédéraliste helvétique. La Suisse et la Bosnie-Herzégovine ont des configurations proches par leur caractère de montagne et châteaux d'eau de l'Europe.

La Suisse a été active sur le plan de la reconstruction, par le biais de la DDC. Mais elle reste trop discrète au niveau politique, malgré sa popularité en Bosnie-Herzégovine.

C'est aussi le problème de la diaspora bosniaque, encore trop repliée sur elle-même, alors qu'elle est la deuxième en importance en Europe, derrière celle en Allemagne.

C'est néanmoins en Suisse-romande qu'a débuté en 2000 la Marche Srebrenica, maintenant « Marche pour la paix » qui regroupe chaque été (8-10 juillet) plus de 7000 marcheurs, en majorité de Bosnie, sur le tracé de la colonne des hommes ayant du en juillet 1995 fuir Srebrenica alors « zone de sécurité » que l'ONU n'a pas défendue face à l'offensive des forces serbes, qui s'est traduite par le génocide de Srebrenica.

BIBLIOGRAPHIE

Petit Futé Bosnie-Herzégovine. Guide de découverte.

Le Meurtre de la Bosnie. Rusmir Mahmutcehajic. Edition Non-Lieu. ISBN 978-2-35270-039-5

Vivre et mourir pour Srebrenica. Mihrija Fekovic. Riveneuve. ISBN 978-2-36013-011-5

Paix et châtiments. Florence Hartmann. Flammarion. ISBN 978-2-0812-0669-4

La Bosnie-Herzégovine. Enjeux de la transition. Christophe Solioz, Svebor Dizdarevic. L'Harmattan
Nuits serbes et brouillards occidentaux. Jean-Franklin Narodetski. L'Esprit frappeur.

Bosnie : Anatomie d'un conflit. Xavier Bougarel. Ed. La découverte
Vie et mort de la Yougoslavie. Paul Garde. Ed. Fayard.

Témoin du génocide en Bosnie. Roy Gutman. Ed. Desclée de Brouwer.

Sarajevo, mon amour. Jovan Divjak. Ed. Buchet&Chastel 2004
Bosnie, la mémoire à vif. Isabelle Wesserlingh/Arnaud Vaulerin. Buchet&Chastel 2003
Les 100 portes des conflits Yougoslaves. J.-A.Dérens, Catherine Samary. Ed. de l'Atelier.

Comprendre les Balkans. Jean-Arnaud Dérens, Laurent Geslin. Ed. Non-Lieu. ISBN978-2-35270-025-6
La chute de Srebrenica. Rapport du Secrétaire-Général Kofi Annan, 15.11.99 A/54/549
Conflits identitaires dans la Yougoslavie de Tito. Gilles Troude. Ed. Pierre Belon. Isbn 978-2-910860-12-7

SITES :

Solidarité Bosnie www.solidarite-bosnie.ch

Bhinfo www.bhinfo.fr Agence de presse sur la Bosnie-Herzégovine

Dzana www.dzana.net Présentation dossiers et Forum.

Lettre d'information de l'**Association Sarajevo**. association.sarajevo@noos.fr

Association **Mir Sada**, Lyon. Site : www.bosniemirsada.com

Le **Courrier des Balkans** : [http/ /balkans.courriers.info](http://balkans.courriers.info)

Le **TPIY** (Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie). Nombreux dossiers.

Dossier réalisé par l'Association Solidarité Bosnie

15, rue des Savoises. 1205 Genève.

E-mail : ivar.petterson@gmail.com +41/22/320.10.73 ou 076/349.36.06

Genève, le 25 mars 2012